L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 17 OCTOBRE.

LE RURAL.

No. 12. Samedi, 23 septembre 1871. No 13

Jugement des Révolutionnaires DU 4 SEPTEMBRE.

PAR

ALBERT DELPIT.

Voir *l'Abeille* de Dimanche—Suite.

Interrogatoire de Ferry.

M. le président.—Quand avez-vous été délégué à la mairie de Paris?

Ferry.—Vers le milieu du siége, en remplacement de M. Etienne Arago.

D.—Votre mission était peu politique. Quels sont les actes de votre administration qui peuvent attirer sur vous l'indulgence du tribunal?

R.—J'ai fait gratter les N et les E, puis à la place, inscrire : *Liberté, Egalité, Fraternité*, sur tous les monuments de Paris.

D.—Ce n'est guère le moment, ce me semble, de réquisitionner des grattieurs de murailles, quand l'ennemi est aux portes de la ville.

R.—Je n'avais pas affaire à l'ennemi.

D.—Qu'le sait bien. Ce n'est pas la peine de le dire! — On vous reproche d'avoir donné des fêtes à l'Hôtel de ville, pendant que vos concitoyens mouraient sur les champs de bataille, et mangé du pain blanc et des viandes choisies pendant que l'armée mourrait de faim et de froid?

R.—Tout cela est faux. J'ai gratté les monuments, pour que Paris cessât de porter la livrée de la tyrannie....

D.—Accusé, pas de phrases!

R.—M. le président, je suis avocat.—Quantité d'orgres dont on m'accuse, je n'ai qu'une douce à répondre : c'est que j'ai vécu pendant le siége le front couvert de deuil et le corps livré aux macérations de toutes sortes. Plaise à la cour déclarer que j'ai bien agi!

D.—Nous savons à quoi nous en tenir. Introduisez le témoin Lachenit.

Audition de témoin.

M. le président.—Quelle était votre position auprès de l'accusé?

Le témoin.—Chef des cuisines, et secrétaire intime. J'avais de longtemps prévu la rupture. Dès le milieu de novembre, je dit à l'accusé :—Voyez-vous, monsieur, ça ne peut pas durer bien longtemps comme ça. Nous aurons bientôt fait de manger les cailles, les perdrix et les faisans, et monsieur comprend que le jour où il ne faudra, à cause de la famine, faire cuire de vulgaires poulets et de simples canards, je serai obligé de donner ma démission de chef à monsieur.—Monsieur me répondit : —Soyez tranquille! ça ira bien.—Le lendemain je redevins inquiet après avoir été tourmenté un moment, parce qu'étant occupé à faire sous la dictée de monsieur, je remarquai cette phrase : "Ne vous pas ce soir, etc., etc." Alors, je jetai la plume, et je dis :—Tiens, ma foi, si tu n'invites pas cette personne à dîner, à cause du *service*, je m'en vais!

M. le président.—Comment! vous tutoyiez l'accusé.

Le témoin.—Pas toujours; comme chef des cuisines, j'écotais pour lui, je lui devais le respect et je lui disais : vous. Mais comme secrétaire intime, mêlé à toutes ses pensées, je le tutoyais. C'était moi qui plus tard le détournai d'accepter l'ambassade de France aux Etats-Unis. De ici au dessert à l'heure du dîner : —Tu sais, Jules, ne va pas là. On y mange mal.... J'ai l'honneur d'informer monsieur que le dîner de monsieur est servi.

Un second témoin, Jacques Robert, entre dans la salle.

C'est un grand jeune homme de vingt-cinq ans environ, à l'œil tranquille et assuré ; un type d'honnête homme. Il est vêtu comme un ouvrier.

M. le Président.—Vous savez quelque chose à la charge de l'accusé?

Le Témoin.—Je sais, M. le président, que je suis cet gens là, ne me le suis pas fâché de dire quelque chose contre eux. Voyez-vous, quand on a commencé le siége de Paris, j'ai dit à ma femme :—C'est pas tout ça, il faut aller se battre. La France est menacée, il n'y a pas à dire.—Ma femme était très bien un peu triste de me voir partir, répondant : mais elle répondit :—Tu as raison, mon homme, laisse là ton rabot et va en tuer.—Il faut dire aussi que j'étais secrétaire par les affaires de Trochu. Les phrases de cet homme me faisaient croire que tout le monde allait se battre. Alors, j'allai à la caserne d'epargne, j'en retirai le magot, pas la dix-huit, 300 francs au plus, et j'allai m'installer aux avant-postes, dans la ligne. Pourtant j'étais bien surpris de voir que Trochu nous laissait tranquilles à ne rien faire et ne pensait pas nous jeter contre les Prussiens. J'attendais toujours. Un matin je reçois une lettre de ma femme où elle me disait : "Faut soigner que tu sers à quelque chose là bas, mon homme, car on va vraiment depuis que tu ne travailles plus." La pauvre diablesse, elle, était malade, ne pouvait rien faire, et le petit mangeait toujours. Voilà qu'un jour je reçois la visite d'un vieux camarade à moi, qui était dans la garde nationale, et servait, comme moi mécanicien, seulement plus vieux. On entre deux gardes, il avait été arrêté deux jours chez Jules Simon, au ministère, et il avait entendu que Simon avait dit à M. Ferry : "Général, je vais aussi bien que possible ne fût pas soldat." Alors, je commençai à me demander des permissions tous les hommes, gens y allaient de leur peau, tandis que les parents, cousins, fils, neveux, frères, amis, et aussi des amis de nos chefs, restaient tranquillement au coin de leur feu, tandis que nous gelions, nous, nous mourions de faim dans la tranchée. Ça me fit réfléchir. Huit jours plus tard, j'appris que ma femme allait plus mal. J'obtins un congé pour aller la voir. Il lui restait à peine cinquante francs de l'argent, parce que les visites du médecin et la pharmacie coûtaient bon. Quant au petit, il était blanc que ça me faisait mal. Enfin, me dis-je, tout ça va finir, je reprends mon bien. Le 17 janvier je reçois un petit mot de la maison où on me disait de venir, vu que la femme et que l'enfant se mourraient. Je devins fou! J'accourus, mais quand j'arrivai couchés sur le monde et morts. Oh! monsieur le président, je vous jure que je suis bien malheureux! Il allait les enterrer ; je cherchai de l'argent en vain. Personne n'en avait ou ne voulait rien donner. J'allais dans la rue presque décidé tant je me sentais fait, quand le vieux serrurier me montra Ferry dans une belle voiture de l'ancien empereur, avec quelques dames. Il avait un fait heureux et répondit d'un homme qui va bien.—Tiens! ils sont tous comme ça, ces gueux, pendant que nous crevons.—Le lendemain je suivis les deux convois, le petit et le grand, tout ce que j'avais aimé, et, au sortir du cimetière, je me jurai de poursuivre de ma haine ces misérables qui avaient rendu par leur folie tout dévoué, gentil, et tué mes femmes et mes enfants par la faim et le froid, mien quand ils vivaient, eux, dans le luxe! Voilà ce que j'avais à dire, M. le président! Je le crois bien haut : si ceux-là ne sont pas chiens qui nous ont menés où nous sommes, y a pas de Dieu!

Rien ne pourrait peindre l'effet énorme de cette apostrophe d'un homme du peuple aux haudits qui nous ont perdus.

Le tribunal paraissait vivement impressionné ; quant au public, il était dressé debout, profondément ému.

Les six accusés courbaient la tête, sous des paroles dures qui devançaient pour eux le châtiment de la postérité.

Les séances que nous venons de résumer brièvement avaient duré neuf jours. Ce fut le 10 juin que commencèrent les plaidoiries.

Le public était ce jour-là plus nombreux que de coutume. M. Thiers, l'ancien président de la République, était toujours assis à la même place, et l'illustre historien suivait les débats comme un homme habitué à étudier la vérité dans les mystères du passé.

Pour de femmes dans l'assistance. Les notoriétés de l'art, du journalisme et de la science, en grand nombre.

Les opinions étaient assez diverses : pourtant la majorité pendhait vers la modération dans la déportation dans une enceinte fortifiée.

Il était environ une heure de l'après-midi quand on introduisit les accusés ; ils étaient plus pâles que d'habitude. Trochu passait sa main sur son front, d'un geste saccadé ; Simon regardait le public d'un œil hagard ; Favre pleurait ; Ferry et Picard seuls gardaient un peu de sang-froid quand il arrivait une attitude inquiète, l'œil hagard, la respiration haletante. Il venait à rencontrer dans le public le visage d'un ancien ami, il détournait aussitôt la tête comme écrasé par la honte.

M. le président se leva et déclara la séance ouverte. Puis son regard se porta vers le banc de l'accusateur public.

Un grand et solennel silence remplaça le petit murmure que l'entrée des accusés avait produit jusqu'alors.

La parole est à M. le procureur général, la Flèche.

Réquisitoire de M. le Procureur général.

Monsieur le Président,
Messieurs les Juges,

Ces hommes que vous voyez assis sur les bancs de l'accusation y ont été appelés par l'opinion publique. Comme leurs complices inconnus, ils ont causé de grands et irréparables malheurs. Il importe aussi de prouver leur culpabilité, et obtenir de notre justice le châtiment qu'ils ont mérité.

Permettez-moi d'abord, avant d'aborder les faits personnels qui incombent à chacun d'entre eux, d'esquisser à grands traits la situation où était notre pays infortuné, quand ces hommes ont fait éclater la révolution du 4 septembre.

Par suite des fautes de l'Empire, le territoire était envahi de toutes parts, nos provinces de l'Est saccagées, deux de nos armées détruites ou prisonnières, Wissembourg, Werth, Reichshoffen, Forbach et Sédan avaient été de glorieuses mais lamentables défaites. Un côté de Metz, nous avions vaincu deux fois les ennemis, mais nos meilleurs soldats, les vétérans d'Italie et de Crimée, étaient cernés par des troupes trois fois et demi plus nombreuses.

Ce fut le vendredi 2 septembre que l'empereur Napoléon III capitula, non par lâcheté, comme ces hommes l'ont voulu faire croire, bien plus lâchent eux-mêmes d'attaquer un ennemi à terre, mais par humanité et pour sauver la vie à 90,000 hommes.

Cette nouvelle éclata sur la France avec une terrible rapidité. Elle fut connue à Paris dès le samedi 3, dans l'après-midi.

Eh bien, dans ce désastre immense, qui nous coûtait tant de larmes et de sang, il n'est trouvé des citoyens pour se réjouir, des Français pour chanter victoire, des représentants de la nation pour se voir dans cette ruine de nos espérances, que le triomphe de leurs ambitions infâmes!

Ils sont devant vous! jugez et condamnez!

La premier devoir de chacun, en semblable occurrence, était de courir à la frontière; ces gens-là n'ont couru qu'à l'émeute! Pauvre dieu! C'était leur jour qui arrivait enfin! Ils voulaient être ministres, préfets, généraux, magistrats, que sais-je! Pas un ne songeait qu'ils devaient être des soldats, et rien de plus.

Ils ne se dirent pas que faire payer à la République les fautes de l'Empire, c'était ruiner à tout jamais, peut-être, la tradition républicaine dans les campagnes.

Il n'y avait qu'une chose à faire devant ces malheurs : laisser le conseil de régence finir la paix, ce qui nous économisait trois mois, et, là, à Bordeaux, deux cent mille hommes, qui, de cinq ans, seraient devenus des soldats, levés pour la revanche ; ce conseil, et c'était son droit, appelait à la nation qui, sans nul doute, aurait répondu par le grand mot impérial : sauver la République française.

Au lieu de cela, qu'ont-ils fait!

Ils ont renversé un gouvernement malheureux que qui ne l'défendait plus, et, en prenant sa place, assumé sur eux seuls, responsabilité de tous les malheurs à venir. Ils ont, en outre, fait naître la guerre civile, et, en un mot, accumulé sur leurs têtes tous les malheurs accomplis. Pour le côté moral, voilà leur œuvre! Et ce n'est pas tout encore!

L'ennemi était là menaçant nos villes, incendiant nos monuments, volant nos fermes et nos chaumières.

Il aurait fallu pour lui résister, — qui sait, pour l'écraser peut-être, — une action de toutes les instants, une lutte sans fin contre lui.

Que font ces révolutionnaires triomphants!

Ils ne s'occupent que d'une chose : s'emparer de ces places qu'ils ont conquises et longtemps!

Celui-ci, ministre, s'allous cent mille francs de traitement!

Cet autre envoie dans une préfecture un camarade de débauche, cent mille quarante mille francs au pays, c'est-à-dire sept canons, ou quatre mille chassepôts!

Pas une pensée vers l'invasion, vers cet ennemi impitoyable qui s'avance toujours.

On demande à la Chambre, la République est tranquille maintenant!

Puis, quand ils ont fini cette honteuse curée des places, quand chacun des leurs est bien assis, gorgé d'or, le vin et de filles, alors seulement, ces hommes se disent : L'ennemi! et là! Si nous nous en occupions un peu!

Et c'est comme ça, ce général français laisse vendre, sans s'indigner, de pareilles infamies!

Et l'on voit s'étaler sur les murs de gravures obscènes, telles que nous rougissons à la pensée que nos mères et nos sœurs pouvaient les voir, ne fût-ce qu'un instant.

Favre! — Ce rhéteur de tribune, cet avocat manqué, qui dès plus de sa toge a sensé sur la France des calamités de toute sorte!

Son emphase, qui nous a vain six mois d'invasion, Metz, Bazaine, Achaye, qui nous a valu le 31 octobre ; sa folie qui nous a valu le 18 mars!

Il aurait bien fait, il faut bien faire quelque chose pour ses amis!

On lui propose de désarmer la garde nationale : cet homme ne veut pas affliger ses petits camarades ; il refuse, et pendant deux mois, Paris râle dans le sang.

Il tue Mgr Darboy ; il tue M. Bonjean ; il tue l'abbé Deguerry, sans compter des prêtres, des magistrats, des gendarmes et des officiers français ; sans compter ces maisons incendiées, et notre glorieuse colonne jetée à bas, par un imbécile!

Voilà ce qu'a fait cet homme! Et il continuerait sa vie, riche et heureux.... si Dieu le veut!

Simon et Picard! Fruit d'hommes de la démagogie, ils n'ont qu'un vaniteux, pleurards au sentimentalisme grotesque, et qui chargés d'ardir l'instruction publique et de raiser les finances, accomplissent leur œuvre, en contemplant tout haut de leurs collègues!

Simon qui singule le ministre de la guerre pour sauver son fils de la levée en masse.

Picard qui empêche son secrétaire d'aller se battre, et donne à ce Monsieur une sous-préfecture, pour le récompenser d'être resté chez lui, pendant que tous, nous remplissions notre devoir et donnions à la France notre amour et notre sang!

Ferry! Cet impudissant au barreau qui n'eut fait une glaire par un bon mot; et a battu monnaie avec cette gloire en se faisant nommer maire de Paris.

Qu'a-t-il fait, à ce poste élevé, pour le bonheur de ses concitoyens? Il n'y était monté que pour et par le peuple!

Il a-t-il assez longtemps compromis dans tout ce que la populace a de bas et d'avilissant? Et aujourd'hui qu'il en a obtenu ce qu'il veut, son premier soin est de l'abandonner à ses misérances et d'oublier les tourments publics dans la joie et la bonne chère!

Magnin! Mais à quoi bon insister, Messieurs!

Quelle est la morale de tout ceci? Croyez-vous que nous n'ayons pas été assez longtemps la dupe et la victime de ces flibustiers de haut parage, et ne serait-il pas juste de les châtier suivant leur mérite, pour empêcher plus tard les démagogues à venir de les imiter!

Je vous le demande, au nom de la justice violée, au nom de l'honneur vendu, au nom de la patrie hachée par eux, faites un exemple terrible, sévère ; ne pouvez même de cette République que ces hommes auraient pu tuer à jamais, punissez-les de telle sorte qu'ils ne recommencent pas, que nul ne soit tenté de faire comme eux!

Comme aux temps antiques, où les maisons des citoyens coupables étaient rasées jusqu'aux fondements, faites disparaître jusqu'au nom de cette société, ne pouvez effacer leurs noms maudits de notre histoire qu'elle soit souillée!

Qu'on admire une fois de plus la grandeur de la République française, en voyant qu'elle sait châtier justement les grands coupables.

Je vous demande de prononcer la peine de mort contre eux.

Ecoutez ma voix, messieurs! Je vous le jure, c'est celle du pays tout entier!

Un tonnerre d'applaudissements éclata, quand le Procureur-général s'assit à son banc; malgré les gens de M. le Président, il était impossible d'obtenir que le public fît silence. Alors le Président se couvrit, et remit la séance au lendemain.

Les plaidoiries des avocats furent ce qu'elles étaient de coutume : longues, fastidieuses et ridicules. A les entendre, les accusés, loin d'être condamnés, méritaient des remerciements publics, pour avoir *fondé* disaient-ils, la République en France.

Ils n'oyaient pas, au contraire, qu'il avait fallu cet ensemble inouï de circonstances heureuses, pour que la principauté ne succombât pas, tué à jamais sous les balles prussiennes!

Le 14 juin, quand la séance, l'avant-dernière, commença, M. le procureur général se leva et demanda la parole.

M. le Président,

MM. les Juges,

Je reviens sur mes propres conclusions, et je demande au tribunal la permission de les modifier.

J'ai réfléchi au châtiment que j'avais demandé pour ces hommes, dans un premier moment de colère ; je m'étais laissé emporter plus loin que je n'aurais voulu.

Tuer les révolutionnaires du 4 septembre, ce serait en faire des martyrs. Gardons-nous de leur donner cette auréole!

Qu'ils vivent, au contraire, mais chargés à jamais par vous d'un verdict de honte et de mépris! Qu'ils vivent, errants, misérables, reproches de partout, leur œuvre, au contraire, leur face